

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5671 - Jeudi 23 juin 2022 - Prix : 10 DA

Plombé par des craintes de récession

Le pétrole plonge de 5 %

Page 2

Nouvelle alerte de l'Organisation de protection du consommateur

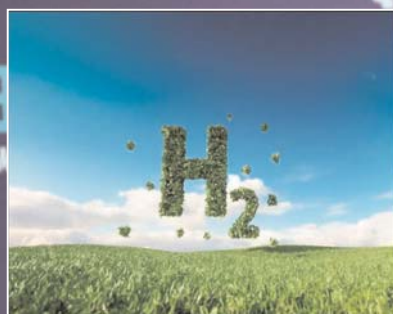
Transport des bouteilles en plastique, un danger persistant en été

Page 3

Exploitation et exportation

L'Algérie est bien placée en matière d'hydrogène vert

Même si le coût d'investissement dans l'hydrogène vert est énorme, la demande mondiale demeure très importante. Nombre d'éléments accordent à l'Algérie une place importante en la matière.



Page 2



Ph.D. R.

Instructions fermes pour leur parachèvement dans les délais

Des centaines d'établissements scolaires pour la rentrée

Page 3

Entretien/Le conteur Seddik Mahi :

«Le conte est marginalisé dans notre pays»

Page 7

Exploitation et exportation

L'Algérie est bien placée en matière d'hydrogène vert

■ Même si le coût d'investissement dans l'hydrogène vert est énorme, la demande mondiale demeure très importante. Nombre d'éléments accordent à l'Algérie une place importante en la matière.

Par Louisa A. R.

Gâce à son potentiel considérable en énergie solaire, ses importantes ressources en gaz naturel et les infrastructures de distribution associées, l'Algérie est bien placée pour produire l'hydrogène vert et éventuellement bleu (à

partir du gaz naturel avec capture et stockage de carbone) à des coûts très compétitifs. Plusieurs études réalisées par le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) et par d'autres organismes nationaux et internationaux montraient clairement les atouts très intéressants sur lesquels l'Algérie peut s'appuyer sur la transition vers l'hydrogène, notamment vert, comme vecteur d'énergie propre. Ce grand potentiel de l'Algérie pousse beaucoup d'entreprises étrangères (italiennes, turques, chinoises et allemandes), ayant d'importants moyens technologiques dans le domaine des énergies renouvelables, à afficher leur volonté d'investir en Algérie. «La concurrence est tellement présente entre ces entreprises que chacune d'elles veut présenter le meilleur dossier», a précisé le P M'hamed Hammoudi, chef de cabinet au ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables. A cet effet, le même responsable a annoncé que «l'ouverture des plis de l'appel d'offres est pour bientôt». Invité de la rédaction de la Chaine 3 de la Radio nationale, le P M'hamed Hammoudi a affirmé que «compte tenu de la demande mondiale, l'Algérie est en pole-position en matière d'exploitation et d'exportation de l'hydrogène vert». L'invité a confirmé que «même si le coût d'investissement dans l'hydrogène



P.F./D. R.

vert est énorme, la demande mondiale demeure très présente. Ce qui accorde à l'Algérie une place importante en la matière». Pour conclure ces parterriats, il a fallu accélérer la cadence de l'ajustement de la réglementation sur l'ensemble des projets, au niveau de tous les secteurs concernés, être savoir l'intervenant. «Un travail supplémentaire est en train de se faire dans ce sens, pour mettre à niveau ces lois, suivant les changements qui interviennent à l'échelle internationale», a précisé le P Hammoudi. S'agissant de l'apport économique de l'hydrogène vert, le

chef de cabinet au ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables a rappelé que «ce produit est à la base d'autres sous-produits, à savoir le kérosène vert, le diesel vert le méthanol vert, et l'ammoniac vert. Ce qui permet de réaliser de nouveaux bénéfices». Selon le même responsable, «l'hydrogène vert peut également permettre à l'Algérie d'économiser la taxe carbone».

Pour mieux définir la vision de l'Algérie en matière de développement de l'hydrogène, notamment vert, et ses retombées stratégiques, économiques et environnementales à

moyen et long terme, une feuille de route nationale est en cours d'élaboration par un groupe de travail constitué par les ministères de l'Energie et des Mines, de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ainsi que du Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (Cerefe). Ainsi, cette feuille de route donnera aux acteurs nationaux et internationaux une visibilité sur les politiques, les réglementations et les mesures d'incitation et d'encouragement de la filière hydrogène en Algérie.

L. A. R.

Plombé par des craintes de récession

Le pétrole plonge de 5 %

Les prix du pétrole plongeaient de plus 5 % hier, les marchés s'inquiétant qu'une forte hausse des taux d'intérêt visant à contenir l'inflation n'entraîne une récession. Dans la matinée, le baril de Brent perdait 5,2 % à 108,62 dollars, tandis que le WTI chutait de 5,6 % à 103,31 dollars.

Ces derniers mois, le brut a atteint des sommets, la guerre en Ukraine faisant craindre que l'offre ne puisse satisfaire la demande d'économies qui rouvrent, notamment en Chine après des mois de confinement. Mais les banques centrales ont été contraintes d'augmenter les coûts d'emprunt, face à la hausse des prix de l'énergie qui contribue à faire grimper l'inflation à des niveaux jamais vus depuis les années 1980. Cette situation a alimenté les craintes que les économies du monde entier ne se dirigent vers une récession, ce qui a jeté un froid sur les cours du brut. Les regards se tournent désormais vers les deux jours d'audition au Congrès américain du patron de la Réserve fédérale américaine, Jerome Powell, cette semaine, qui pourrait donner une idée des plans des autorités pour lutter contre la flambée des prix. Toutefois, Goldman Sachs a dit prévoir que les prix de l'or noir reprendront leur ascension. «Avec une demande de produits de base supérieure à l'offre, les mar-

chés restent tendus même si les taux de croissance ralentissent», a déclaré la banque dans une note. «Les investisseurs doivent se rappeler que les ralentissements induits par la Fed ne sont qu'une atténuation à court terme du symptôme, l'inflation, et non un remède au problème, le sous-investissement», ajoute-t-elle.

Les turbulences du marché pourraient durer cinq ans, selon le P-DG d'ExxonMobil

Les turbulences sur le marché du pétrole devraient durer «trois à cinq ans» à cause du sous-investissement et de la pandémie de coronavirus, a estimé le patron du géant américain des hydrocarbures ExxonMobil, lors d'un forum organisé au Qatar. «Nous avons probablement devant nous trois à cinq années de turbulences sur les marchés (du pétrole, NDLR). La façon dont cela se manifestera au niveau des prix sera en grande partie fonction de la demande, qui est difficile à prévoir», a déclaré Darren Woods lors du Qatar Economic Forum. Outre le sous-investissement dans la recherche de nouveaux gisements, la pandémie a «privé l'industrie de beaucoup de revenus», a-t-il estimé. «Nous allons voir beaucoup de volatilité et de rupture sur le marché si

nous n'avons pas des politiques plus réfléchies», a-t-il prédit. Le ministre de l'Energie du Qatar, Saad Al-Kaabi, a quant à lui critiqué la «diabolisation» des compagnies pétrolières et les taxes imposées dans certains pays. «Je n'ai pas vu les gouvernements intervenir quand les compagnies pétrolières perdaient de l'argent et empruntaient, quand le prix du pétrole était négatif au Texas», a-t-il déclaré. Cheikh Nawaf Saoud Al-Sabah, vice-président de Kuwait Petroleum Corporation, a quant à lui annoncé que le Koweït débutait sa première exploration pétrolière offshore. «La première foreuse est arrivée il y a une semaine et va bientôt être mise en service», a-t-il assuré. Le pays du Golfe construit aussi «la plus grande raffinerie au monde avec une capacité de 615 000 barils par jour qui sera opérationnelle fin de 2022», a précisé M. Al-Sabah. Selon lui, ce projet aidera à répondre à la demande accrue des Européens, qui depuis l'invasion de l'Ukraine cherchent à se servir des hydrocarbures russes, mais aussi du reste du monde, a-t-il ajouté. Sur le terrain gazier, le patron d'ExxonMobil s'est également rendu à Doha pour signer un accord faisant de l'entreprise le quatrième partenaire étranger dans le projet North Field East (NFE), l'extension du plus grand champ de gaz naturel au monde.

Meriem Benchaouia

Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) Indemnisation des agriculteurs affectés par les incendies de récoltes

Une opération d'indemnisation des agriculteurs affectés par les incendies de récoltes a été lancée hier à Bouira par la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA), a-t-on appris auprès de cet organisme. «L'opération a débuté aujourd'hui pour l'indemnisation dans un premier temps de trois céréaliculteurs affectés par les derniers incendies enregistrés à Bouira», a expliqué à l'APS le directeur local de la CRMA, Mohamed Bechour.

Le montant des indemnisations distribué sur les trois céréaliculteurs est de l'ordre de 120 millions de centimes, selon les détails fournis par M. Bechour. «Le premier agriculteur indemnisé est celui du village agricole de Saïd Abid qui a perdu 7 hectares de blé dur, tandis que le deuxième, issu du même village, a perdu 3 hectares de blé dur», a encore précisé le directeur de la CRMA. Le troisième agriculteur indemnisé dans la municipalité de Taghzout (Est de Bouira) a perdu, lui aussi, une surface de plus d'un hectare de blé tendre, selon le même responsable. D'autres agriculteurs affectés par les feux vont être indemnisés après l'étude de leurs demandes introduites auprès de la CRMA, a-t-il dit. «Je tiens à rassurer les agriculteurs touchés par les incendies quant au respect des délais des indemnisations. Nous sommes là pour honorer nos engagements», a assuré M. Bechour. Douze incendies de récoltes ont été enregistrés par les services de la Protection civile de la wilaya de Bouira durant la période allant du 12 au 21 juin en cours. Les mêmes services ont enregistré, durant la même période, 38 autres interventions de lutte contre les feux qui se sont produits dans quelques régions de la wilaya, selon les statistiques fournies par le chargé de communication de la Protection civile, le sous-lieutenant Abdat Youcef.

M. L.

Nouvelle alerte de l'Organisation de protection du consommateur

Transport des bouteilles en plastique, un danger persistant en été

■ Malgré tous les appels et les mises en garde quant aux dangers du transport des bouteilles de limonade, jus et surtout d'eau sous le soleil, certains transporteurs et commerçants continuent de faire semblant de les ignorer.

Par Thinhinane Khouchi

Les sanctions tardent à tomber, au moment où certains transporteurs et commerçants continuent de transporter les bouteilles de limonade, jus et surtout d'eau sous le soleil. Bien que l'on sache que les bouteilles en plastique d'eau minérale, qui sont transportées ou laissées sous le soleil sont très dangereuses pour la santé, ces transporteurs et certains commerçants continuent de faire semblant d'ignorer ce danger. On a remarqué également que de nombreux épiciers n'hésitent pas à mettre ces bouteilles sous le soleil devant leurs boutiques durant toute la journée, afin que les clients les voient. Le problème est que les consommateurs achètent ces produits cancérigènes alors que les services de contrôle restent passifs. Devant ce problème qui s'éternise, l'organisation de protection et

d'orientation du consommateur et de son environnement multiple, via sa page Facebook, les appels à la dénonciation des méthodes de transport et de stockage des bouteilles d'eau qui présentent un vrai danger sur la santé des consommateurs. Dans sa récente publication, l'Apoc a indiqué que «les médecins et les spécialistes ont mis en garde contre les dangers d'exposer les bouteilles de jus et d'eau sous le soleil pendant des heures, car cela engendre des maladies inimaginables». Parmi les risques et dommages qui résultent de ces pratiques irresponsables, l'organisation a souligné que «le soleil fait interagir le plastique avec la chaleur et les produits chimiques présents sur le plastique sont classés cancérigènes». «La chaleur du soleil fait fondre les matières plastiques, réagit avec l'eau ou le produit dans les bouteilles en plastique, ce qui est nocif pour la santé humaine», a précisé l'organisa-

tion. Les spécialistes ont également mis en garde contre la réutilisation des bouteilles exposées au soleil et à ne pas les remplir de produits chauds ou les laisser en pleine chaleur à l'intérieur des véhicules. Dans sa note, l'Apoc regrette le fait que «le non-respect des normes de transport et de stockage des bouteilles en plastique contenant des boissons gazeuses et de l'eau minérale reste malheureusement impuni malgré l'existence de textes de loi». Par ailleurs, afin de lutter contre ces pratiques, le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations avait mis sur pied un programme de contrôle spécial pour la saison



estivale, visant à garantir le respect des conditions d'hygiène des produits alimentaires de large consommation, a indiqué Mohamed Louhaidia, directeur général du contrôle économique et de la répression des fraudes au ministère. Ce programme prévoit l'intensification des opé-

rations de contrôle des produits alimentaires sensibles et périssables, notamment les produits les plus consommés en été, pour ne citer que l'eau minérale, les jus, les fromages et les produits laitiers, selon les déclarations de Mohamed Louhaidia.

T. K.

Instructions fermes pour leur parachèvement dans les délais

Des centaines d'établissements scolaires pour la rentrée

Les autorités publiques prévoient la réception d'un nombre important d'établissements scolaires à la prochaine rentrée des classes. Des instructions fermes ont été données pour parachever les travaux dans les meilleurs délais. Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé, hier dans un communiqué, la réception de 413 établissements scolaires, 1 795 classes en extension, 587 cantines scolaires et 86 établissements au régime demi-pension, pour la rentrée 2022-2023. Pour coordonner les efforts, le ministre de tutelle, Abdelhakim Belabed, a tenu une réunion conjointement avec le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de

la Ville, Mohamed Tarek Belaribi. Cette réunion en visioconférence a été consacrée à l'évaluation du taux d'avancement de la réalisation des structures éducatives, que le secteur «devrait réceptionner». Le ministre de l'Éducation a indiqué, lors de la réunion qui a regroupé les directeurs de l'Éducation (DE) et ceux des équipements publics (DEP) de wilaya, que les services des deux secteurs œuvrent au «suivi des travaux de réalisation et de livraison de ces structures dans les délais impartis». Il a, à cette occasion, indiqué qu'il a été décidé la programmation d'une rencontre en présentiel avec l'ensemble des DE et des DEP au

cours la première moitié de juillet prochain, afin d'apporter «les dernières retouches et s'enquérir des préparatifs nécessaires». Belabed n'a pas manqué de saluer les efforts consentis par le ministère de l'Habitat au profit du secteur de l'Éducation nationale en ce qui concerne l'équipement et la réalisation des structures éducatives.

Ces efforts, a-t-il souligné, visent à «atténuer la pression sur certaines régions du pays qui connaissent une croissance du nombre d'habitants, et partant, de celui des enfants scolarisés».

Aussi, cette réunion a été une occasion pour les deux ministres de suivre un

exposé présenté par le directeur général des travaux publics sur l'ensemble des structures et infrastructures scolaires, le taux d'avancement des travaux et les dates de livraison des projets, a indiqué le même communiqué. Les DE et les DEP de certaines wilayas ont présenté un point de situation sur le taux d'avancement de la réalisation des structures qui devraient être livrées à la prochaine rentrée scolaire. Des instructions fermes leur ont été adressées à l'effet de suivre le taux de réalisation de ces structures et de parachever tous les projets inscrits dans les délais impartis, est-il précisé.

Massi Salami

Jus et boissons

Les spécifications techniques fixées par un arrêté interministériel

Les spécifications techniques relatives aux jus et nectars de fruits, jus de légumes et boissons aux jus de fruits et de légumes, ont été fixées par un arrêté interministériel publié au dernier numéro du *Journal officiel* (N40).

Les dispositions de cet arrêté s'appliquent aux jus de fruits pressés ou à base de concentré, mais aussi aux jus de fruits obtenus par extraction hydrique, aux jus de fruits déshydratés et au concentré de jus de fruits. Elles s'appliquent, également, à la purée de fruits, au concentré de purée de fruits, au nectar de fruits, au jus de légumes, au jus de légumes à base de concentré, au jus de

légumes déshydratés, au concentré de jus de légumes, à la purée de légumes et aux boissons aux jus de fruits ou de légumes. Ainsi, selon la nouvelle réglementation, les jus et nectars de fruits et les jus de légumes doivent être fabriqués avec «des fruits et légumes sains, parvenus à un degré de maturation approprié et frais ou bien conservés». Pour le jus d'agrumes, le jus de fruits «doit provenir de l'endocarpe, sauf pour le jus de lime» qui, toutefois, «doit adopter des précédés pour réduire, au maximum, la présence dans le jus, de constituants des parties extérieures du fruit». Les pépins, graines et peaux, les parties ou compo-

santes des pépins, graines et peaux des fruits et légumes ne sont pas incorporées dans le jus, explique, en outre, le texte.

Les jus de fruits et les nectars de fruits et les jus de légumes «doivent avoir la couleur, l'arôme et la saveur caractéristiques de la variété de fruits ou de légumes dont ils proviennent», est-il spécifié dans le JO, ajoutant que le jus de légumes «peut être clair, trouble ou pulpeux». Les boissons au jus de fruits préparées exclusivement à partir de jus de citron ou de jus de lime «doivent contenir, au moins, 6 % de masse de jus de citron ou de jus de lime dans le produit fini». Concernant la concentration des sucres ou de miel ajoutés,

«elle ne peut dépasser 20 % du poids total du produit fini», pour les nectars de fruits, et «50 g/kg de ce poids pour les jus de légumes, de concentré de jus de légumes et de jus de légumes à base de concentré des jus de légumes». Dans la fabrication de boissons aux jus de fruits ou de légumes, la proportion de jus de fruits ou de légumes dans le produit fini doit être «au moins 10 % masse sous la forme de jus de fruits ou de légumes, de jus de fruits ou de légumes préparé à base de concentré ou un mélange de ces composants pour tous les fruits et les légumes». Quant à la teneur d'éthanol, issue de la fermentation, dans les produits

finis objet de ce texte, «elle ne doit pas dépasser 0,1 %». La mention «gazéifié» ou «pétillant» à proximité de la dénomination de vente du produit, doit être ajoutée lorsque la teneur en anhydride carbonique est supérieure à 2 g/l. Lorsque des sucres sont naturellement présents dans le nectar de fruits, la mention «contient des sucres naturellement présents» doit être indiquée à proximité de la dénomination de vente du produit. «Il est obligatoire de se conformer aux dispositions de cet arrêté dans un délai d'une année à compter de sa date de publication au JO», stipule la nouvelle réglementation.

Lyes G.

About Gheït

«Le sommet arabe d'Alger sera un succès»

■ Le Secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheït, a affirmé, mardi à Alger, que «le sommet arabe prévu à Alger les 1 et 2 novembre 2022 sera un succès», ajoutant qu'il existait une grande convergence sur la plupart des questions posées sur la scène arabe.



Par Sarah N.

Au terme de sa visite au Centre international de conférences (CIC) et à l'hôtel Sheraton, M. Aboul Gheït a souligné que les préparatifs pour le sommet se déroulaient dans de bonnes conditions conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, «ce qui confirme que ce sommet sera un succès», relevant «la grande convergence enregistrée autour de la plupart

des questions soulevées sur la scène arabe».

Il a annoncé la tenue prochaine de réunions ministérielles et d'autres rencontres de concertation sur l'ensemble des dossiers à soulever au sommet, dont une rencontre de concertation à Beyrouth prévue le 2 juillet.

Quant à sa rencontre avec le Président Tebboune, M. Aboul Gheït a précisé que cette rencontre était «très positive, marquée par un débat très riche et extrêmement bénéfique».

Le SG de la Ligue arabe a

exprimé son souhait de «voir les efforts de l'Algérie, gouvernement et peuple, couronnés de succès dans l'exécution de cette mission que l'Etat algérien mènera avec succès, lui qui a déjà abrité des sommets similaires».

Le SG de la Ligue arabe a visité, en compagnie du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, plusieurs structures et services qui abriteront les travaux du sommet.

S. N.

Algérie/Japon

Le diplomate Smaïl Chergui décoré de l'Ordre du Soleil levant, Etoile d'or et d'argent

Lancien Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), Smaïl Chergui, a été décoré, mardi à Alger, de l'Ordre du Soleil levant, Etoile d'or et d'argent, une des plus hautes distinctions au Japon, en guise de reconnaissance «pour sa contribution exceptionnelle au renforcement des relations entre le Japon et l'UA dans le domaine de la paix et de la sécurité».

Dans son allocution prononcée lors de la cérémonie de décoration, l'ambassadeur du Japon à Alger, Kono Akira, a indiqué que «cette distinction témoigne de la haute appréciation et des profonds remerciements du Japon pour les contributions significatives de M. Chergui au renforcement des relations entre le Japon et l'UA dans le domaine de la paix et de la sécurité, dans le cadre de la Conférence interna-

tionale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD)».

Saluant l'expérience riche et extraordinaire du diplomate algérien, Kono Akira a souligné que M. Chergui «a joué un rôle prééminent dans le renforcement des relations entre le Japon et l'UA, et ce, particulièrement lors de la 7^e TICAD tenue à Yokohama en 2019 quand, en coprésidant la réunion spéciale pour la paix et la sécurité dans la région du Sahel en qualité de Commissaire en charge de l'UA, il a pu faire de cette réunion une des bases qui ont permis la poursuite du soutien international dans la région du Sahel».

La contribution de M. Chergui a été aussi très significative «lors de la Conférence spéciale de l'UA dans la Corne de l'Afrique et la région voisine qu'il avait coprésidé avec le ministre

japonais des Affaires étrangères et à laquelle a participé le Premier ministre japonais d'alors, Abe Shinzo», a ajouté le diplomate nippon, rappelant que «l'initiative de la TICAD a été lancée par le Japon en 1993 dans le but de raviver l'intérêt des pays dans le monde vis-à-vis de l'Afrique et créer un forum de discussions».

S'exprimant à cette occasion, M. Chergui, qui occupe actuellement le poste de conseiller auprès du président de l'Assemblée populaire nationale, chargé des relations internationales et de la coopération parlementaire, s'est dit «très honoré par cette distinction qui met en valeur les vertus de l'amitié et de la reconnaissance du mérite par la grande nation japonaise», remerciant l'empereur du Japon, Naruhito, «symbole de l'Etat et

de l'unité du peuple japonais».

Saluant, en outre, les relations «de haute qualité et d'amitié» qui lient Tokyo et Alger depuis l'indépendance, M. Chergui a indiqué que le Japon «est un partenaire respecté au niveau international qui contribue au maintien de la paix et à la promotion du développement». «Cet effort est encore plus visible en Afrique à travers la TICAD qui n'a pas cessé de promouvoir des projets contribuant au développement des peuples africains», s'est-il félicité, indiquant que la 8^e session de la TICAD aura lieu fin août prochain à Tunis.

Il est à rappeler que l'Ordre du Soleil levant, Etoile d'or et d'argent a été décerné à Smaïl Chergui suite à une décision du gouvernement du Japon, le 29 avril 2021.

Maya Ch.

Centrale électrique de Mostaganem

Un mégaprojet qui ne voit toujours pas le bout du tunnel

A Mostaganem, les choix sont quelquefois irréfutables et les illustrations ne manquent pas. A titre d'exemple, on a présenté le tramway au wali et à la société civile à sa dernière phase, sans aucune possibilité de débattre ni le tracé, ni autre chose... et les conséquences sont là. Le port de pêche de Sidi Lakhdar est indéniablement un raté qui ne dit pas son nom. On a validé, à cette époque, des études du fameux LEM qui ont

faussé la réalisation d'un port qui ne peut pas recevoir la flotte de pêche car les embarcations s'ensablent sans cesse.

Aujourd'hui, personne ne regrette l'imparfait sauf les citoyens de Mostaganem. La centrale électrique, un projet de 1450 KW dont le coût au démarrage (vers 2013) était estimé à 140 milliards de dinars, censée être une réalisation qui servirait à transporter vers Mascara et Oran et alimenter Mostaganem en

énergie électrique et qui offrirait 350 emplois fixes. Mais c'est un bluff gigantesque car au niveau de ce projet il y a des non-dits car il patauge dans la boue. Un autre projet qui s'éternise et dont on ne parle jamais. Cependant, il est connu que celui-ci à un énorme problème occasionné par des études erronées. Il semblerait qu'avant l'arrivée du dernier ministre en visite, le sol qui devait recevoir les gros équipements est inconstant et ne sup-

porterait pas le poids du matériel. A un certain moment, on a pensé transférer le projet dans une autre wilaya, mais si cela devait être fait on reconnaîtrait les défaillances de la décision de l'avoir implanté au bord d'une plage. Alors on a renoncé au transfert du projet. D'autres études et des avenants ont suivi pour conforter le sol par 1 400 pieux en béton et continuer dans la bêtise. Sept années après, la centrale électrique est

toujours en chantier pour le bien-être du développement à Mostaganem. Tramway, hôpital universitaire, projet Ain Sefra, Bordjia bassin laitier et la centrale électrique, s'ajoutent aux ratés déjà non digérés par les citoyens de la wilaya de Mostaganem. La démocratie participative et la concertation élargie auraient pu éviter tout le gâchis d'un développement dont la durabilité est fragilisée.

Lotfi Abdelmadjid

ANP

11 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés en une semaine

Onze éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire qui ont également déjoué des tentatives d'introduction de plus de 13 quintaux de kif traité à travers les frontières avec le Maroc, durant la période du 15 au 21 juin, indique un bilan opérationnel rendu public, hier, par le ministère de la Défense nationale.

«Dans la dynamique des efforts sou-

tenus de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période du 15 au 21 juin 2022, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national», précise la même source, relevant que dans le cadre de la lutte antiterror-

iste «des détachements de l'ANP ont arrêté 11 éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national».

«Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2^e et 3^e Régions mil-

itaires (RM), 9 narcotrafiquants et déjoué des tentatives d'introduction de grandes quantités de drogues à travers les frontières avec le Maroc, s'élevant à 13 quintaux et 68 kilogrammes de kif traité», indique le communiqué, ajoutant que «19 autres narcotrafiquants ont été arrêtés en leur possession 9 kilogrammes de la même substance et 49 831 comprimés psychotropes lors de diverses opérations exécutées à travers les autres RM».

K. N.

ALGEX

Les activités et prestations effectuées à titre onéreux fixées

■ La liste des activités, prestations et travaux pouvant être effectués par l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex) a été arrêtée par un arrêté ministériel paru au Journal officiel (JO) n° 40.

Par Salem K.

Il s'agit de l'arrêté ministériel du 9 avril 2022 fixant la liste des activités, prestations et travaux pouvant être effectués par l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex), signé par le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig. En vertu de ce texte, l'Agence est autorisée à réaliser des consultations dans le domaine de la prospection des marchés extérieurs, au profit des opérateurs économiques, ainsi que l'organisation de sessions de formation et de perfectionnement dans le domaine des techniques d'exportation et aux règles du commerce international au profit, notamment des opérateurs économiques et des groupements d'entreprises.

L'Agence peut également, selon le même arrêté ministériel, procéder à l'organisation des colloques, séminaires, journées d'études et expositions en présentiel ou par visioconférence, au profit notamment des opérateurs économiques et des groupements d'entreprises. La réalisation et l'édition de revues et diverses publications dans son domaine d'intervention, la réalisation des prestations de reprographie et d'impression, la location des espaces publicitaires à l'intérieur de l'établissement, ainsi que la location des espaces, amphithéâtres et salles de réunions au profit notamment des opérateurs économiques et des groupements d'entreprises, font également partie de cette liste. L'encadrement des initiatives dans le cadre de la création des

groupements d'entreprises par filières destinées à l'export, ainsi que l'encadrement et l'accompagnement des opérateurs économiques dans la prospection des marchés extérieurs, sont également autorisés pour l'Agence. Ces activités, prestations et travaux sont effectués «sur la base de contrats, de commandes, de marchés ou de conventions, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur», souligne le texte, ajoutant que «toute demande de réalisation des activités, prestations ou travaux (...) est introduite auprès du directeur général de l'Agence». S'agissant des recettes constatées par l'ordonnateur, elles sont encaissées, «soit par l'agent comptable, soit par un régisseur, désigné à cet effet», note l'arrêté, expliquant que «les revenus provenant des



activités, prestations et travaux sont, après déduction des charges occasionnées pour leur réalisation, répartis conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur». «Les recettes et dépenses rela-

tives aux activités, prestations et travaux (...) doivent être mentionnées dans une rubrique hors-budget et transcrites sur un registre auxiliaire, ouvert à cet effet», stipule le texte.

S. K.

Commerce

Pas de trace de salmonelle dans les échantillons prélevés sur le chocolat «Kinder»

Les résultats de l'enquête effectuée sur le chocolat «Kinder» commercialisé en Algérie et soupçonné de contenir la bactérie salmonelle ont confirmé l'absence de trace de cette bactérie dans les échantillons prélevés, a indiqué un communiqué conjoint du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations et de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire (ANSS). «Les résultats de l'enquête ouverte sur l'alerte donnée par la société "Ferrero" portant rappel du produit chocolatier de la marque commerciale "Kinder" à travers certains pays du monde en raison d'une éventuelle pré-

sence de la bactérie salmonelle, ont confirmé l'absence de trace de cette bactérie dans les échantillons prélevés sur ces produits commercialisés en Algérie», lit-on dans le communiqué. Suite à cette alerte, le ministère du Commerce a pris «immédiatement», en coordination avec l'ANSS, une série de mesures pour le durcissement du contrôle au niveau des frontières sur les cargaisons importées de ce produit en les soumettant à des analyses rigoureuses pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de microbes avant d'autoriser leur entrée sur le marché national. Ainsi, une campagne de

contrôle nationale a été lancée pour retirer ce produit de la chaîne de commercialisation et le soumettre à des analyses de laboratoires nécessaires pour s'assurer de sa salubrité et de sa comestibilité. Cette campagne s'est soldée par le contrôle de 7 528 commerçants vendant ces produits et la saisie d'une quantité de 280 kg. Une quantité de 43 kg a été détruite pour non-conformité en termes d'étiquetage et d'expiration de la date de péremption. Il s'agit également de la mainlevée sur 237 kg dont la comestibilité a été établie et de l'établissement de 7 procès-verbaux de poursuite judiciaire

contre les commerçants contrevenants. Le ministère a affirmé que «les mesures prises dans le cadre de cette alerte demeurent en vigueur et que les services de contrôle relevant de la tutelle restent disposés en coordination avec l'ANSS en ce qui concerne la surveillance, la vigilance et l'alerte tant au niveau des frontières que sur le marché national, en vue de contrôler les produits concernés et veiller à leur salubrité et comestibilité et, partant, réserver la salubrité et la sécurité sanitaire du consommateur», conclut la même source.

Farid L.

Energies renouvelables

Ziane reçoit une délégation du groupe turc Tay

Le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables (MTEER), Benattou Ziane, a reçu mardi, à Alger, une délégation du groupe Tay, conduite par son P-dg, Mesut Toprak, actionnaire principal et membre du conseil d'administration de l'entreprise algéro-turque Tayal, a indiqué un communiqué du ministère. M. Ziane a mis l'accent, à cette occa-

sion, sur «les relations bilatérales privilégiées entre les deux pays et la volonté du président de la République d'élever le volume des investissements turcs en Algérie et d'insuffler ainsi une nouvelle dynamique à la coopération existante», a précisé la même source. Fort de plus de 60 ans d'expérience dans l'industrie textile, en partant de la fibre de coton jusqu'au prêt-à-porter, Mesut Toprak a présenté, pour

sa part, la vision de son groupe industriel, en «réalisant une usine de fabrication intégrée de dernière génération incluant les panneaux photovoltaïques, les cellules, les Water permettant d'exporter plus de 75 % de sa production», a ajouté le communiqué. «Le groupe Tay compte investir dans les énergies renouvelables en Algérie avec l'assistance du MTEER afin de devenir un acteur important et viser plu-

sieurs applications des énergies renouvelables en Algérie», a souligné le communiqué. Le responsable turc s'est enquis également de l'état d'avancement et les modalités du projet d'appels d'offres à investisseurs pour la réalisation de centrales solaires PV «Solar 1000», exprimant le vœu de son entreprise à participer dans cet ambitieux projet. Le ministre a réitéré la disponibilité de son département ministé-

riel à accompagner le groupe Tay dans la concrétisation de tous ces projets dans les énergies renouvelables en Algérie. A l'issue de la rencontre, les deux parties ont convenu de poursuivre les échanges afin d'identifier de façon approfondie les axes de coopération dans les domaines discutés, a-t-on précisé de même source.

N. T.

Royaume-Uni

Inflation record à 9,1 % en mai

Une nouvelle hausse de l'inflation à 9,1 %, sur une année, a été enregistrée au Royaume-Uni en mai, soit un record en 40 ans, causés par l'augmentation des prix de l'alimentation et de l'essence, a annoncé, hier, l'Office des statistiques du pays (ONS). Fin avril, le taux d'inflation avait bondi de 7 à 9 %, et la Banque d'Angleterre prévoit que la hausse des prix pourrait dépasser 11% d'ici la fin de l'année, alimentant la crise du coût de la vie touchant de plein fouet les

ménages les plus modestes. «Le prix des marchandises quittant les usines a augmenté à son rythme le plus rapide en 45 ans», tandis que «le prix des matières premières a bondi à son rythme le plus rapide jamais enregistré», a commenté le chef économiste de l'ONS, Grant Fitzner, sur Twitter. «Je sais que les gens s'inquiètent de la hausse du coût de la vie, c'est pourquoi nous avons pris des mesures ciblées pour aider les familles», a fait valoir dans un communiqué le ministre des Finances,

Rishi Sunak. Longtemps accusé d'en faire trop peu face à la hausse du coût de la vie, M. Sunak avait annoncé fin mai 15 milliards de livres d'aide et une taxe sur les géants énergétiques, portant à 37 milliards de livres, au total, les aides au coût de la vie annoncées cette année par le gouvernement. La Banque d'Angleterre (BOE) a annoncé la semaine dernière une cinquième hausse consécutive de son taux directeur, le portant à 1,25 %, nouveau record depuis 2009, pour tenter de

calmer l'inflation qui plombe le pouvoir d'achat des ménages et commence à peser sur l'économie. Le Produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni avait ainsi baissé en avril pour le deuxième mois consécutif (-0,3 %). Le même mois, le taux de chômage était légèrement remonté, à 3,8 %, et les salaires en termes réels, c'est-à-dire ajustés après les hausses de prix, avaient chuté à leur rythme le plus rapide depuis plus d'une décennie.

R. E.

Mineurs disparus sous terre au Burkina

Le dernier corps retrouvé après plus de deux mois de recherche

■ Le dernier corps sans vie d'un des huit mineurs coincés sous terre depuis le 16 avril dans une mine de zinc du Burkina Faso a été retrouvé lundi, après plus de deux mois de recherches, a annoncé le gouvernement burkinabè.

Par Seal A.

«**L**a poursuite des opérations de recherches dans la mine souterraine de zinc de Perkoa a permis de retrouver le dernier corps», indique un communiqué du gouvernement qui ajoute que les activités de la mine sont toujours suspendues. Sept corps avaient déjà été retrouvés dans les galeries souterraines de la mine, les quatre premiers le 24 mai, puis

deux le 28 mai et un autre le 8 juin.

Les huit mineurs – six Burkinabè, un Zambien et un Tanzanien – ont été pris au piège le 16 avril au fond de cette mine à l'ouest de Ouagadougou et exploitée par la compagnie canadienne Trevali Mining, après des pluies diluviennes qui ont inondé les galeries souterraines où ils travaillaient à 700 mètres sous terre. Depuis leur disparition, aucun contact n'avait pu être établi avec eux, mais les



sauveteurs ont longtemps espéré qu'ils s'étaient abrités dans une «chambre de refuge» située à 580 mètres de profondeur, où des kits de survie comprenant de l'eau, de la nourriture et des médicaments sont habituelle-

ment stockés.

Les sauveteurs ont découvert cette chambre vide le 17 mai, rendant alors les espoirs de retrouver les mineurs vivants presque nuls.

Le 1^{er} mai, le gouvernement

avait annoncé l'ouverture d'une enquête pour «situer toutes les responsabilités», et pris «des mesures conservatoires» pour empêcher les responsables de la mine de quitter le territoire burkinabè. **S. A.**

Belgique

900 kg de cocaïne saisis dans un chargement de fèves de cacao

La douane belge a annoncé, lundi, avoir saisi, la semaine dernière, 900 kg de cocaïne au port d'Anvers dans un conteneur de fèves de cacao en provenance de Colombie. La drogue était dissimulée dans des sacs en toile de jute identiques à ceux renfermant la marchandise officiellement déclarée. La saisie a été réalisée le 16 juin et sa valeur mar-

chande estimée à 45 millions d'euros, a précisé la douane dans un communiqué. Le port d'Anvers est la première voie d'entrée de la cocaïne sur le marché européen, conséquence du lien commercial historique avec l'Amérique latine et ses importations de fruits. La drogue en provenance de Colombie, mais aussi du Brésil, d'Equateur ou du Panama, est

généralement dissimulée dans des expéditions de bananes ou d'ananas, même si l'inventivité des trafiquants pour tromper les contrôles ne cesse de se développer. En 2021, les autorités belges ont saisi un total de 89,5 tonnes dans le port d'Anvers, soit une hausse de 36 % par rapport à l'année précédente (65,5 t) et un nouveau record absolu. A fin mai, le

total des interceptions s'élevait à environ 24 tonnes, a précisé, lundi, un porte-parole de la douane. En rythme annuel, ce chiffre traduit un léger ralentissement des saisies. La douane prévoit de communiquer à la mi-juillet le bilan du premier semestre. Anvers, deuxième port européen pour le transport de marchandises après Rotterdam (Pays-Bas), se présen-

te comme le numéro un sur le continent pour le trafic de conteneurs, estimé à 159 millions de tonnes par an depuis la fusion cette année avec le port de Zeebruges. Il revendique aussi le rôle de «premier moteur économique» de la Belgique, assurant 4,5 % du PIB national «avec une valeur ajoutée de près de 21 milliards d'euros». **FIL T.**

Double meurtre en Amazonie : Le bateau des victimes retrouvé

Le bateau dans lequel le journaliste britannique, Dom Phillips, et l'expert brésilien Bruno Pereira se trouvaient quand ils ont disparu avant de se faire tuer par balle en Amazonie a été retrouvé dimanche soir, a annoncé la police. «L'embarcation sera soumise à une expertise dans les prochains jours pour contribuer à l'élucidation complète des faits», a expliqué la Police fédérale brésilienne dans un communiqué.

Selon la police civile de l'Etat d'Amazonas (nord-ouest), le bateau a été retrouvé sous l'eau, «à vingt mètres de profondeur, à trente mètres de la rive, lesté

de six sacs de sable, pour l'empêcher de flotter». Avec le petit bateau blanc recouvert de boue, les autorités disent avoir retrouvé «un moteur et quatre tambours appartenant à Bruno Pereira».

Le lieu où se trouvait l'embarcation a été indiqué par Jeferson da Silva Lima, surnommé «Pelado da Dinha», le troisième suspect arrêté samedi.

La Police fédérale a expliqué dans un communiqué avoir identifié «cinq autres personnes qui auraient pris part à la dissimulation des cadavres», qui ont été retrouvés mercredi et identifiés ces derniers jours.

Mardi soir, le premier suspect arrêté a reconnu avoir enterré les corps de Dom Phillips et Bruno Pereira, qui ont été tués par arme à feu selon les enquêteurs.

Ils avaient été vus pour la dernière fois le 5 juin, alors qu'ils prenaient un bateau vers Atalaia do Norte (nord-ouest), dans la Vallée de Javari, zone réputée dangereuse où se déploient de multiples trafics de drogue, de pêche ou d'orpaillage illégal.

Les policiers ont indiqué que les éléments dont ils disposaient à ce stade de l'enquête laissaient penser «que les tueurs ont agi seuls, sans commanditaire, sans

une organisation criminelle à l'origine des meurtres». Une version contestée par l'Union des peuples indigènes de la Vallée de Javari (Univaja), dont des membres ont activement participé aux recherches.

L'Univaja a annoncé, lundi dans un communiqué, avoir prévu cette semaine des réunions en haut lieu à Brasilia, notamment à la Cour suprême et à la Commission de Constitution et Justice du Parlement, pour «faire pression sur les autorités pour que la Police fédérale joue son rôle dans l'enquête sur le double meurtre».

Yo! N.

Météo

La Chine renouvelle une alerte orange aux températures élevées

L'observatoire national de la Chine a renouvelé, hier, une alerte orange aux températures élevées, alors que des vagues de chaleur continuent à balayer le nord du pays.

Pendant la journée d'hier, des parties du Hebei, de Pékin, de Tianjin, du Shandong, du Henan, de l'Anhui, du Jiangsu, du Hubei, du Shanxi, du Shaanxi, du Xinjiang et de Hainan, ont enregistré des températures élevées qui ont atteint 35 à 39 degrés Celsius, a indiqué le Centre météorologique chinois. Dans

certaines parties du Hebei et du Shandong, les températures atteindront plus de 40 degrés Celsius, a indiqué la même source.

Le centre a conseillé d'éviter les activités en plein air pendant les heures de haute température dans l'après-midi et a suggéré que les travailleurs exposés à des températures élevées prennent des mesures de protection nécessaires.

La Chine dispose d'un système d'alerte météorologique à quatre niveaux, avec le rouge représentant l'alerte la plus sévère,

suivi par l'orange, le jaune et le bleu.

Pluies records dans le Sud, plus de 220 000 évacués

Des pluies torrentielles records en Chine ont provoqué inondations et glissements de terrain dans le sud du pays, ainsi que l'évacuation préventive de centaines de milliers d'habitants, ont rapporté, hier, les médias locaux.

Les fortes précipitations sont fréquentes à la fin du printemps

et au début de l'été, principalement dans le centre et le sud du pays, des régions où sont par ailleurs implantées de nombreuses usines. Ces derniers jours, des pluies diluviennes frappent la dynamique province de Guangdong (sud) et menacent la logistique, au moment où les chaînes d'approvisionnement sont déjà sous tension à cause des restrictions anti-Covid.

La ville de Shaoguan, située à environ 200 km au nord de la capitale provinciale Canton, a émis hier une alerte rouge aux inondations, soit le niveau le plus

élevé des services de la météorologie chinoise. Des écoles ont été transformées en abris temporaires et des centaines de tentes ont été dressées sur un terrain de sport, selon des images publiées par les médias.

La région voisine du Guangxi (sud) est frappée pour sa part par les pires précipitations depuis 2005, selon les médias locaux. Des habitants ont été évacués sur des canots pneumatiques et des eaux boueuses ont inondé des zones résidentielles.

May C.

Entretien/Le conteur Seddik Mahi :

«Le conte est marginalisé dans notre pays»

■ Seddik Mahi est un artiste conteur qui ne ménage aucun effort pour la préservation et la promotion du conte algérien. Ce patrimoine oral n'est pas une passion pour cet homme d'art, mais un trésor et une culture qu'il faut protéger et transmettre aux prochaines générations. Il nous raconte comment il a pu tracer son chemin malgré les contraintes et les obstacles.

Propos recueillis par **Abla Selles**

Le Jour d'Algérie : Comment est née votre passion pour les contes ?

Seddik Mahi : Le conte est un héritage ancestral et un patrimoine oral qui était transmis de génération en génération lors des rassemblements avec el goul dans les placettes de la ville. Moi, j'ai eu la chance d'avoir une maman passionnée de cet art et qui avait du talent à le faire. Chaque soir, elle nous racontait un conte portant des messages éducatifs, sociaux, religieux et humanistes. J'assistais aussi aux soirées animées par el goul du quartier qui alimentait nos soirées durant l'été. Avec le temps, j'ai découvert que je pouvais devenir conteur professionnel et me suis lancé dans la recherche pour mieux connaître cet art et transmettre le maximum de contes possible. Cependant, le manque de programmation lors des grands événements et l'absence totale des rencontres entre les conteurs met cet héritage immatériel en danger.

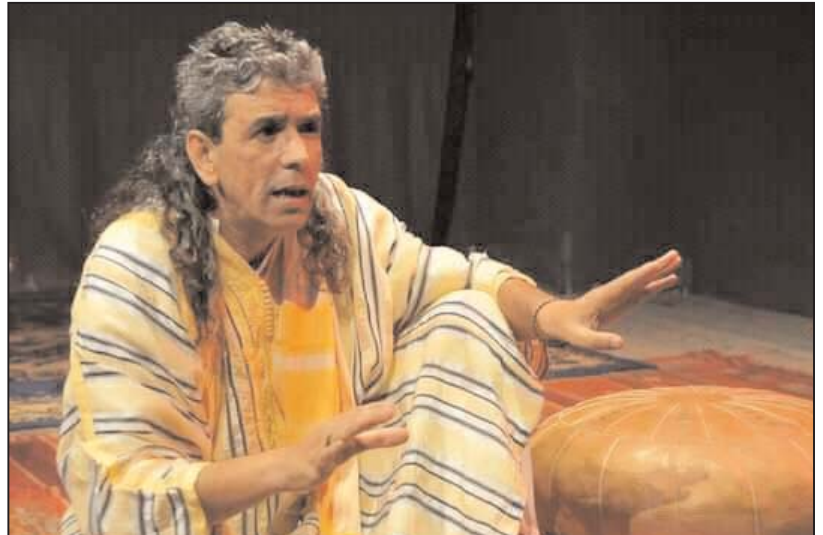
De quel danger voulez-vous parler ?

D'abord, aucun événement dédié à ce patrimoine oral n'existe dans notre pays et les pro-

grammations sont très rares. En Algérie, le nombre des conteurs est très réduit malgré l'énorme quantité de contes qui existent. Cette situation pourra nous faire perdre ce trésor en l'absence d'une volonté concrète de le préserver. A l'étranger, les gens accordent une grande importance à cet art pour connaître la culture de leur pays, le quotidien des ancêtres. En ce qui me concerne, j'ai participé à plusieurs festivités internationales au Liban, en Egypte, en Jordanie, en France, au Portugal, en Espagne et autres. Ces expériences m'ont donné un coup de pouce pour améliorer mon travail et m'engager pour protéger une partie de notre identité nationale.

Pensez-vous qu'un festival dédié au conte améliorera la situation ?

Aujourd'hui, on doit utiliser tous les moyens et les supports pour rendre la vie à cet art, à commencer par la famille. En s'approchant du milieu scolaire, on peut inculquer la passion du conte chez les enfants et que les mamans reprennent cette habitude petit à petit. Mais pour un festival régulier dédié à cet art, ce n'est pas vraiment une solution pour les problèmes de fond. D'abord, il faut profiter du peu de



contes qui existent pour promouvoir et sauvegarder ce patrimoine. En prenant en charge les conteurs, on sauve les contes de l'oubli. Et puis, il faut qu'il y ait une prise de conscience de la valeur de cet art pratiqué au quotidien par nos ancêtres.

Parlez-nous de vos projets d'avenir...

Chaque jour, il y a des choses à prévoir et à faire. Je travaille actuellement sur un CD dans

lequel j'enregistre des contes du patrimoine national. Je considère ce travail comme un devoir de mémoire urgent pour préserver ce patrimoine et le protéger de l'oubli.

Cet enregistrement se veut aussi une référence pour faire découvrir aux prochaines générations la manière que nos ancêtres utilisaient pour raconter un conte.

Je pense que le conte est une passerelle entre les générations,

qui protège l'identité et la culture de chaque pays. Je tiens à saluer, dans ce sens, tous les gens qui m'ont encouragé pour à entamer cette belle expérience. Je travaille aussi sur mon deuxième livre dans lequel j'ai réuni des contes de ma défunte mère.

A. S.

Musique

Le groupe «Imdiwen» enchante le public algérois

Le groupe de musique targuie «Imdiwen» a animé, mardi à Alger, un concert devant un public de fans, envoûtés par des chansons aux rythmes du désert.

Accueillis à la salle Ibn Zeydoun, les membres du groupe, issus de Djanet, ont enchanté, deux heures durant, un public en effervescence qui a interagi avec des chansons aux touches originales inspirées des musiques du désert. Devant un public en effervescence qui a dansé aux rythmes du djembé, le groupe, mené par le guitariste et vocaliste Ahmed Khaili, a créé une belle harmonie en alliant la guitare électrique avec des instruments traditionnels. Vêtus de costumes traditionnels targuis, les membres de la formation ont déroulé un répertoire riche en sonorités et thèmes, gratifiant le public avec un éventail de chansons au rythme envoûtant.

«Kalin», une chanson qui évoque la patrie et les origines, ou encore «Damâa» (Larme), un grand succès du regretté Otmame Bali, repris dans un nouvel habillage musical. Composé de jeunes artistes du Tassili N'Ajjer, Imdiwen (Les amis) a été fondé en 2013, à l'occasion d'un festival local.

Younès H.

Grand prix de la fiction

Anouar Benmalek distingué

Le roman «L'amour aux temps des scélérats», de l'écrivain algérien Anouar Benmalek, a reçu en France le Grand prix de la fiction, une distinction littéraire qui récompense un ouvrage de fiction francophone, a annoncé son éditeur en Algérie. Publié aux éditions Casbah et présenté au dernier Salon international du livre d'Alger, «L'amour aux temps des scélérats» raconte une histoire

d'amour dans un des «lieux les plus outragés par l'intolérance religieuse, la guerre perpétuelle et la tyrannie meurtrière», selon la présentation de l'éditeur.

Parti à la recherche de la femme qu'il a follement aimée, Tammouz, un Français converti et candidat à rejoindre des groupes terroristes, rencontre sur sa route Zayélé, adepte d'une vieille religion minoritaire, mais aussi Adams, pilote de

drone, ou encore Houda et Yassir, des personnages aussi attachants que surprenants, qui devront choisir entre conscience et survie au cours de leur existence.

Auteur d'une trentaine d'ouvrages littéraires, Anouar Benmalek, mathématicien et universitaire, a signé son premier recueil de poésie en 1984, sous le titre «Cortèges d'impatiences». Il décroche le Prix

Rachid-Mimouni en 1999 pour son roman «Les amants désunis», traduit vers une dizaine de langues, avant de rafler de nombreux prix en France et en Belgique pour «L'enfant du peuple» en 2000. L'auteur a également participé à de nombreux ouvrages collectifs dont «Algérie 50» (2012), «Des nouvelles d'Algérie» (2005) ou encore «Lettres de rupture» (2002).

F. H.

JM Oran-2022

Le CIC de Tlemcen à la découverte du costume traditionnel

Le Centre d'interprétation du costume traditionnel algérien de Tlemcen (CIC) a été retenu et inclus dans le parcours touristique qui sera proposé aux délégations étrangères participant à la 19e édition des Jeux méditerranéens qu'abritera Oran à compter du 25 juin courant.

Cet espace muséal, consacré à la valorisation des habits traditionnels de toutes les régions du pays, est unique en son genre au niveau national, arabe et africain. Il a pour mission de célébrer les fêtes populaires et l'organisation de rencontres-débats, de séminaires, d'expositions et autres

activités visant la préservation de tout le legs patrimonial.

La création d'un musée de l'habit traditionnel est venue dans la foulée du classement du costume nuptial «Chedda tlemcennienne», en 2012, dans la liste du patrimoine immatériel mondial par l'Unesco. Un décret exécutif portant création de cet établissement a été promulgué durant la même année. Le CIC a été officiellement inauguré le 25 février 2014.

Ce centre, situé dans l'ancienne citadelle d'El Mechouar, au centre-ville de Tlemcen, comprend plusieurs pavillons, dont

le plus important est la salle en forme de dôme, couvrant une superficie de plus de 500 m2 qui abrite une exposition permanente de divers types de costumes traditionnels. Le CIC comprend également le Palais royal, d'une superficie de 1 640 mètres carrés, réalisé à l'occasion de la manifestation «Tlemcen 2011, capitale de la culture islamique», ainsi qu'un théâtre et autres espaces utiles situés à l'intérieur de l'enceinte historique d'El Mechouar. L'exposition permanente des habits comprend une variété de tenues traditionnelles représentant toutes les régions

du pays, à l'instar du «karakou» algérois, blidéen et tlemcénien, le «kaftan annabi», la robe kabyle, la tenue boussadie, sétifienne et constantinoise, la blouse oranaise, la blouse de mensoûj et les «melhfa» des Aurès, de Ghardaïa et de Ouargla. Les costumes traditionnels masculins occupent également une bonne place parmi les collections présentées. Le visiteur pourra découvrir les différentes formes de «abayate», le burnous, le tarbouche, le pantalon traditionnel «seroual tesdifa», le turban «laâmama» et autres pièces rares.

M. K.



Bissau

Le maire de Bissau suspendu par le gouvernement pour corruption présumée

■ Le gouvernement bissau-guinéen a suspendu le maire de la capitale Bissau pour corruption présumée dans notamment une affaire de vente de terrains et de non-reversement de pensions d'employés, selon le ministère de l'Administration territoriale.

Par Mourad M.

Le maire Luis Ntachama était en poste depuis avril 2021. Il est membre du Parti de la rénovation sociale (PRS), une formation appartenant à la coalition présidentielle.

Il est reproché à M. Ntachama des «actes délibérés de corruption dans la distribution des terrains du domaine public, le non-

versement des pensions des travailleurs municipaux à la sécurité sociale et la suspension de façon déloyale d'employés municipaux», selon un arrêté du ministre de l'Administration territoriale, Fernando Gomes.

Le gouvernement décide de le «suspendre de (ses) fonctions à compter de ce jour 21 Juin 2022». Le maire a été suspendu avec deux de ses collaborateurs, son premier adjoint et le secrétai-



re général de l'institution municipale. M. Ntachama a été remplacé par Fernando Mendes, membre d'un parti appartenant

au camp présidentiel.

Le maire de Bissau est depuis 1994 nommé par le gouvernement et pas élu, en l'absence

d'élections locales régulièrement repoussées dans ce pays d'Afrique de l'Ouest.

M. M.



Commentaire

Statut

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a quatorze ans, la Géorgie, petit État dans le Caucase, était la première grande cause de friction entre l'Occident et la Russie. En 2008, la petite République est en effet envahie par les troupes russes lors d'une brève guerre de cinq jours qui a fait environ 700 morts. La Russie soutient aussi à ce jour en Géorgie deux territoires séparatistes. La longue inimitié entre Tbilissi et Moscou donne aujourd'hui un espoir nouveau à des dizaines de milliers de manifestants qui ont défilé lundi dans la capitale géorgienne pour demander l'adhésion à l'Union européenne. Agitant des drapeaux européens et géorgiens, environ 120 000 manifestants se sont rassemblés devant le Parlement géorgien, quelques jours après la recommandation de la Commission européenne d'attendre avant d'octroyer à Tbilissi le statut de candidat à l'adhésion. Plusieurs organisations pro-européennes et l'ensemble des formations d'opposition avaient appelé à une «marche pour l'Europe» lundi soir à Tbilissi, afin de «prouver l'engagement du peuple géorgien dans son choix européen et dans les valeurs occidentales». «L'Europe est un choix et une aspiration historiques pour les Géorgiens, pour lesquels toutes les générations ont fait des sacrifices», ont déclaré les organisateurs dans le communiqué. «La liberté, la paix, le développement économique durable, la protection des droits humains et la justice, sont des valeurs qui nous unissent tous et qui seraient garanties par une intégration à l'Union européenne», ont-ils ajouté. L'un des organisateurs, le militant des droits humains Shota Digmelashvili, a lu un manifeste annonçant un autre rassemblement demain et le lancement d'un «nouveau mouvement populaire» qui comprendra des partis d'opposition mais sera dominé par des militants civils. «Nous formulons nos demandes au gouvernement et s'il ne les satisfait pas, une résistance non-violente balayera tous ceux qui font dérailler la Géorgie de son chemin européen», a-t-il déclaré. L'un des manifestants, l'écrivain Malkhaz Kharbedia, 47 ans, a déclaré que «chaque Géorgien doit assumer sa responsabilité personnelle pour que notre espoir européen se réalise». «Nous sommes descendus dans la rue aujourd'hui car le temps est venu de ne compter que sur nous-mêmes, pas sur quelqu'un d'autre, le temps de notre responsabilité personnelle, de nos efforts, de notre volonté inébranlable, de notre persévérance», a-t-il déclaré. Pour une autre manifestante, Lili Nemsadze, biologiste de 68 ans, «refuser à la Géorgie le statut de candidat (à l'adhésion) à l'UE signifiera que nous resterons dans la sphère d'influence de la Russie». «Le président russe Vladimir Poutine interprétera cela comme un feu vert pour envahir à nouveau la Géorgie». Le rassemblement de lundi vise à envoyer un signal à Bruxelles, alors que les dirigeants européens doivent discuter cette semaine pour savoir s'ils accordent ou non le statut de candidat officiel à la Géorgie, ainsi qu'à l'Ukraine et à la Moldavie. Si la Commission européenne a donné un avis positif concernant l'Ukraine et la Moldavie, l'exécutif européen a recommandé que la Géorgie se voie «offrir la perspective de devenir membre de l'Union européenne», une situation qui n'a cependant pas de valeur juridique. Tbilissi tente ainsi de s'engouffrer dans la brèche ouverte après la guerre en Ukraine et de profiter du statut particulier dont bénéficie aujourd'hui auprès d'une partie des dirigeants européens. Toutefois, les pays de l'UE doivent répondre à des critères très sérieux et pointus, tant sur le plan économique que politique. Si la Géorgie souhaite faire son entrée à Bruxelles, ses dirigeants devront se tenir prêts à faire beaucoup de sacrifices et renoncer à certains de leurs privilèges et surtout à devoir obéir au doigt et à l'œil aux directives de l'UE comme doivent le faire les pays déjà membres.

F. M.

Equateur

Affrontements à Quito, un indigène tué

La mobilisation entre dans son dixième jour hier contre la hausse des prix du carburant en Equateur, où des milliers d'indigènes ont manifesté et affronté la police, notamment à Quito, faisant un mort la veille.

C'est dans le nord de la capitale, tout près d'une université qui abrite des manifestants, qu'ont eu lieu des heurts parmi les plus violents avec les forces de l'ordre qui ont fait usage de gaz lacrymogènes, de canon à eau, de véhicules motorisés et de policiers à cheval.

La présence policière était forte dans le secteur, où se trouve également la Maison de la culture équatorienne (CCE), un centre culturel servant traditionnellement de point de rencontre aux indigènes, mais investie par la police depuis ce week-end.

Dans la localité amazonienne de Puyo, au sud de Quito, un indigène quechua a trouvé la mort mardi.

«Il y a eu une confrontation et cette personne a été touchée au visage, apparemment par une bombe de gaz lacrymogène», a déclaré à l'AFP l'avocate Lina María Espinosa, de l'Alliance des organisations des droits humains.

Dans la nuit de lundi à mardi, un autre jeune homme est mort après être tombé dans un ravin pendant les manifestations et le bureau du procureur a décidé d'ouvrir une enquête pour homicide présumé.

La puissante Confédération des nationalités indigènes d'Equateur (Conaie), qui a participé aux révoltes ayant renversé trois présidents entre 1997 et 2005 et mené les violentes

manifestations de 2019 (11 morts), organise depuis le 13 juin des marches et barricades pour exiger une baisse des prix du carburant.

Des milliers d'indigènes ont entamé lundi une marche pacifique vers le centre de Quito depuis le sud. Plusieurs centaines sont également arrivés par le nord, dans la capitale de trois millions d'habitants.

Outre le prix du carburant, les manifestants dénoncent le manque d'emplois, l'octroi de concessions minières dans les territoires autochtones, l'absence de contrôle des prix des produits agricoles et une renégociation des dettes des paysans auprès des banques.

«La démocratie en Equateur est en grave danger face à l'action concertée de personnes exaltées qui empêchent la libre circulation de la majorité des Equatoriens», a mis en garde mardi le ministre de la Défense, Luis Lara, entouré de hauts gradés militaires.

Le leader de la Conaie, Leonidas Iza, a soumis mardi soir un éventuel dialogue avec les autorités à plusieurs «conditions», notamment «la désescalade des actions répressives, l'abrogation de l'état d'urgence et la démilitarisation du parc El Arbolito» à Quito, où les indigènes se réunissent habituellement.

Le président Guillermo Lasso a de son côté annoncé le même jour sur Twitter qu'il acceptait «un processus de dialogue franc et respectueux avec la Conaie et d'autres organisations civiles».

Lundi, il avait lancé, avec une vidéo montrant des images de

manifestants se livrant à des violences dans la rue : «Nous avons tendu la main, nous avons appelé au dialogue, mais ils ne veulent pas la paix, ils cherchent le chaos, ils veulent chasser le président». Il avait ensuite étendu l'état d'urgence de trois à six des 24 provinces du pays.

Au Parlement, les députés avaient approuvé lundi soir une résolution exigeant une proposition gouvernementale de dialogue «sérieuse, claire et honnête» et réclamant une table ronde incluant l'ONU, la Croix-Rouge, les universités et l'Église catholique pour chercher des solutions à la crise.

Soixante-trois policiers ont été blessés depuis le début des manifestations, selon un bilan officiel, tandis qu'une organisation locale de défense des droits humains a fait état de 79 arrestations et 55 civils blessés.

Les peuples indigènes rassemblent au moins un million des 17,7 millions d'Equatoriens.

Depuis près d'un an, le prix d'un gallon de diesel a augmenté de 90 % (à 1,90 dollar) et celui de l'essence de 46 % (à 2,55 dollars). Les prix sont gelés depuis octobre, après les précédentes manifestations, mais la Conaie demande une baisse à respectivement 1,50 et 2,10 dollars.

L'économie équatorienne perd environ 50 millions de dollars par jour en raison des manifestations, selon des chiffres officiels. La production pétrolière, principale exportation, a diminué d'environ 100 000 barils par jour, soit une baisse de 21 %, selon le directeur de la société publique Petroecuador, Italo Cedeno.



Salim Dada, président de la COC des JM

«La cérémonie d'ouverture sera une œuvre artistique complète»

Le président de la Commission des cérémonies d'ouverture et de clôture de la 19^e édition des JM Oran 2022, le musicologue Salim Dada, a assuré, mardi, que la cérémonie prévue samedi prochain sera «une œuvre artistique complète utilisant les techniques modernes».

Animant une conférence de presse, Salim Dada a indiqué que «la cérémonie d'ouverture des JM sera une grande manifestation que l'Algérie vivra pour la première fois depuis le recouvrement de l'indépendance nationale. Elle sera une œuvre artistique complète avec tous les éléments expressifs aussi bien sur le plan du scénario, de la chorégraphie, de la mise en scène et de la scénographie avec le recours à des techniques de pointe».

La cérémonie sera exécutée par un orchestre symphonique composé d'une centaine de musiciens. Elle comprendra des

mouvements artistiques d'ensemble sur une superficie de 9 000 mètres carrés et 500 drones seront utilisés à cette fin, en plus d'un spectacle son et lumière et des jeux pyrotechniques. La présentation artistique de la cérémonie d'ouverture comprend 20 tableaux avec la participation de 800 personnes, dont des artistes, des danseurs, des techniciens de l'image et de l'éclairage, a ajouté Salim Dada, également directeur artistique de la cérémonie et scénariste du spectacle. Le scénario mettra en exergue les multiples facettes de la culture algérienne en général, celle de la région Ouest et de la ville d'Oran, l'impact de la culture algérienne dans le bassin méditerranéen ainsi que la contribution des personnalités algériennes à la civilisation humaine au niveau de la Méditerranée, a précisé Salim Dada, tout en signalant la participation de grandes figures artistiques algériennes.

Belmadi sera présent

Le sélectionneur national, Djamel Belmadi, est invité par le Comité d'organisation des Jeux méditerranéens à assister à la cérémonie d'ouverture le 25 juin 2022 au nouveau stade d'Oran,

aux côtés de 4 joueurs internationaux.

C'est le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui donnera le coup d'envoi des JM.

Le DGSN effectue une visite d'inspection à ses services opérationnels

Le Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Farid Bencheikh, a effectué, mardi, une visite d'inspection à ses services opérationnels dans la wilaya d'Oran pour s'enquérir de la disponibilité des éléments de la Sûreté nationale, à la veille du coup d'envoi de la 19^e édition des Jeux méditerranéens. «M.

Bencheikh a appelé, lors de cette visite, les équipes et les formations opérationnelles à accomplir les missions confiées au corps sécuritaire dans les meilleures conditions, à même de garantir un service public reflétant le niveau de l'Algérie sur le plan international», a indiqué un communiqué de la DGSN.

Aymen Benabderahmane a salué la délégation Les premiers athlètes se sont rendus hier à Oran



■ Les premiers athlètes participant aux Jeux méditerranéens d'Oran qui débute le 25 juin prochain, se sont rendus hier à Oran à bord d'un train longue distance Coradia, qu'ils ont pris à partir de la gare de l'aéroport Houari-Boumediène d'Alger.



Le Premier ministre salue les premiers athlètes se rendant à Oran

Par Mahfoud M.

La délégation forte de 200 athlètes, accompagnés des différents staffs technique, médical et administratif, présidée par le chef de la délégation et président de la Fédération algérienne de lutte, Hamza Deghdough, a reçu un encouragement spécial des hautes autorités du pays. En effet, le Premier ministre, Aymen Benabderahmane et le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrezak Sebgag, étaient au rendez-vous pour saluer la délégation avant son départ vers Oran et leur souhaiter bon courage. Les officiels algériens leur ont apporté tout leur soutien, espérant que les athlètes puis-

sent décrocher le maximum de médailles lors de cette édition d'Oran, la deuxième qu'accueille notre pays, après l'édition d'Alger en 1975. Cette première délégation renferme des athlètes des disciplines individuelles, en attendant le ralliement d'autres athlètes de la capitale de l'Ouest algérien, où ils seront hébergés au niveau du village méditerranéen. Le Premier ministre, Aymen Benabderahmane, a appelé les athlètes à se donner à fond pour hisser haut le drapeau algérien et être à la hauteur des espoirs placés en eux. «47 ans après la première édition des JM accueillis par Alger, nous accueillons ces Jeux une secon-

de fois, dans l'espoir que nos athlètes marchent sur les traces des sportifs algériens qui ont honoré l'Algérie, à l'exemple de Salim Ilés, Yahiaoui, Hassiba Boulmerka et les autres», a affirmé le premier responsable de l'exécutif. Le Premier ministre a tenu également à rappeler que l'organisation de ces Jeux coïncide avec le 60^e anniversaire de la fête de l'Indépendance. De son côté, le porte-drapeau de la délégation algérienne, la boxeuse et vice-championne du monde, Imen Khelif, a souligné que les athlètes feront tout leur possible pour réussir ces Jeux et hisser haut les couleurs nationales.

M. M.

Les medias algériens en force pour une couverture «globale de qualité»

Les organes de presse algériens, notamment chaînes de télévision et radio, ont mobilisé leurs personnels à l'occasion des Jeux méditerranéens-2022 d'Oran (25 juin-6 juillet) en dépêchant dans la capitale de l'Ouest algérien un nombre considérable de journalistes et techniciens, pour assurer la meilleure couverture possible de l'événement. Les medias «Jours» se sont déplacés en force à Oran, répartissant leurs équipes à travers les sites de déroulement des compétitions, afin de transmettre les moindres détails du rendez-vous méditerranéen d'Oran. D'autres reporters spécialisés dans les domaines culturel, artistique et touristique, ont été mobilisés pour cet événement, outre la diffusion d'émissions quasi quotidiennes et l'animation au niveau des plateaux au siège central d'Alger et de la station régionale d'Oran. La chaîne «Ennahar-TV», par exemple, a consacré une émission quotidienne intitulée «En direct

d'Oran», animée par des invités et consultants. Elle prévoit d'envoyer sur place cinq équipes pour assurer les envois en direct, en plus d'une équipe chargée du site électronique, spécial JM-2022, et la diffusion d'infos sur les réseaux sociaux. «En tant que journalistes, nous voulons contribuer à la réussite de cet événement, en donnant la meilleure image possible de l'Algérie et sa capacité à organiser de grandes manifestations sportives, tout en permettant au public de prendre connaissance de tout ce qui concerne ces JM», a indiqué à l'APS le responsable de la rubrique sportive, Yacine Aslouni. De son côté, la chaîne «Echourouk TV» a mobilisé une vingtaine de journalistes et techniciens pour assurer la transmission, en direct et en continu, des compétitions sportives, avec des plateaux en fin de journée à partir d'Oran. Le responsable de la rubrique sportive, Djamel Oumeddou, a souligné à l'APS que la chaîne envisage d'organi-

ser une émission matinale sous le titre «Le matin des jeux», ainsi que quatre bulletins sportifs quotidiens à partir d'Oran, outre une émission à 21 heures, laquelle sera clôturée par «la moisson des Jeux» à 23h00. La chaîne «El-Bilad» sera également de la partie en diffusant chaque soir l'émission «El-Bilad Sport» à partir d'Alger et d'Oran, avec des journalistes dépêchés sur place pour animer des émissions sur les JM. Selon le responsable de la rubrique, Jalal Yaiche, «une douzaine d'éléments, entre reporters et photographes, seront sur place à Oran, tout en consacrant entre six à sept heures à l'événement, en sus des bulletins sportifs réservés aux joutes».

Les radios branchées aux «fréquences méditerranéennes»

Fidèles à la couverture des grandes manifestations sportives, les chaînes radio seront au rendez-vous des Jeux méditerranéens-2022 d'Oran. La Chaîne 1 de la Radio nationale (arabophone) envisage de consacrer une couverture globale de toutes les compétitions, avec l'envoi de plus de 30 personnes entre journalistes, réalisateurs et producteurs, appuyés par les journalistes des stations régionales. Le nombre global des personnes couvrant les JM pourrait atteindre une cinquantaine. Le responsable de la rubrique, Abdelghani Laib, a indiqué «avoir prévu pour cet événement des espaces d'information durant les Jeux, dont une séance quotidienne en direct d'une durée de cinq heures, tout en misant beaucoup sur le studio central d'Oran». La Chaîne 2 (en tamazight) compte également consacrer une large couverture à ces JM-2022, en mobilisant 25 personnes (15 chargées du volet sportif, 5 pour le volet culturel et 5 réalisateurs), outre six consultants sportifs. Le chef de la rubrique «Sport», Mohamed Ait-Gharbi, a indiqué que cinq rendez-vous quoti-

diens, entre 7h00 du matin à 23h00, seront consacrés à cette manifestation dont «Bonjour d'Oran», le «Journal méditerranéen» et «En direct d'Oran», conclus par «un résumé global quotidien des compétitions». Enfin, la Chaîne 3 (en langue française) déplacera une vingtaine de journalistes de la rubrique sportive, appuyés par les correspondants régionaux. Au programme, figurent des rendez-vous quotidiens consacrés à l'événement, répartis entre le direct et les analyses, ainsi qu'une émission en soirée, réservée au bilan de la journée. Selon le responsable de la rubrique, Maamar Djebbour, «toutes les rencontres de sports collectifs seront retransmises en direct, ainsi que les finales des sports individuels». Outre les journalistes, de nombreux consultants de différentes disciplines seront présents. Six émissions par jour seront consacrées aux JM, dont celles intitulées «A votre service» et «Wah-Wah».

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Chlef

Un mort et 9 blessés dans deux accidents de la circulation

UNE FEMME est décédée et neuf autres personnes ont été blessées dans deux accidents distincts de la circulation survenus hier sur l'autoroute Est-Ouest et la RN19 à Chlef, a-t-on appris auprès de la direction de la Protection civile de wilaya. Selon la même source, les unités de la Protection civile sont intervenues, dans la matinée, suite à deux accidents de la circulation ayant causé la mort d'une femme et des blessures plus ou moins graves à neuf autres personnes, en plus de dégâts matériels pour les véhicules.

Le premier accident est survenu aux environs de 9h50 sur l'autoroute Est-Ouest, dans la région de Harchoune en direction d'Oran, suite à une collision entre un véhicule de tourisme et un bus de transport de voyageurs, à l'origine de blessures graves causées à cinq personnes (âgées entre 25 et 30

ans), a-t-on ajouté de même source. Les unités de la Protection civile d'El Karimia et de Harchoune sont intervenues, sur place, pour l'évacuation des blessés vers l'hôpital Ouled-Mohamed de Chlef, où une jeune femme de 27 ans a succombé à ses blessures graves, a déploré la même source.

Le second accident, survenu vers 7h30, sur la RN 19, au lieu dit «Baghname» de la commune d'Ouled Fares, suite à une collision entre deux véhicules touristiques, a causé des blessures à cinq personnes, âgées entre 4 et 36 ans.

L'intervention des secours de l'unité de la Protection civile d'Ouled Fares, soutenue par l'unité de Bouzeghaia, a permis l'évacuation des victimes vers la polyclinique de la même commune, au moment où d'importants dégâts matériels ont affecté les deux véhicules.

Kamel L.

Feux de forêt / Béjaïa

70 hectares détruits depuis le début de l'été

PLUSIEURS dizaines d'hectares de végétations, dont des arbres fruitiers, ont déjà été détruits par les incendies depuis le début de l'été à Béjaïa. On compte une superficie de 70,5 hectares de végétation dont plusieurs hectares de culture, de vergers et d'arbres fruitiers, détruits par les feux enregistrés depuis le début de la saison estivale en cours, soit du 1^{er} au 22 juin. Plus de 31 incendies ont été enregistrés depuis le début du mois, a-t-on appris hier. Les derniers incendies, enregistrés lundi et mardi derniers, qui ont ravagé plusieurs hectares dans les municipalités de Kendira et Draâ El-Kaïd, ont été éteints hier et avant-hier, notamment celui de la localité Ifiras Kendira après l'intervention du bombardier russe (BE-200) affrété par l'Algérie qui a effectué 5 largages de 12 000 m³ d'eau. L'incendie a détruit 8 hectares, dont 6 ha de chêne vert de maquis et 2 ha de broussaille. Au moins 5 incen-

dies ont été enregistrés durant les dernières 48 heures. Ils ont tous été maîtrisés. A Adjounène, dans la commune de Draâ El Kaïd, les incendies enregistrés lundi et mardi ont ravagé des cultures dont 5 ha de blé et d'orge, a-t-on appris. Il faut noter que les services des forêts disposent de 950 km de pistes dont 350 km nécessitent un entretien et un réaménagement. Ces services ont mis en place un dispositif de lutte contre les incendies et également réalisé plusieurs nouveaux points d'eau afin de s'alimenter en temps voulu et pouvoir intervenir en cas d'incendie. Des colonnes mobiles sont également mobilisées afin d'intervenir rapidement en cas d'incendie, venant en renfort aux postes de vigie déjà existants au de plusieurs subdivisions. Il faut noter que les opérations d'extinction des feux de forêt sont coordonnées avec les pompiers et d'autres services.

H. Cherfa

Capital de l'Afreximbank

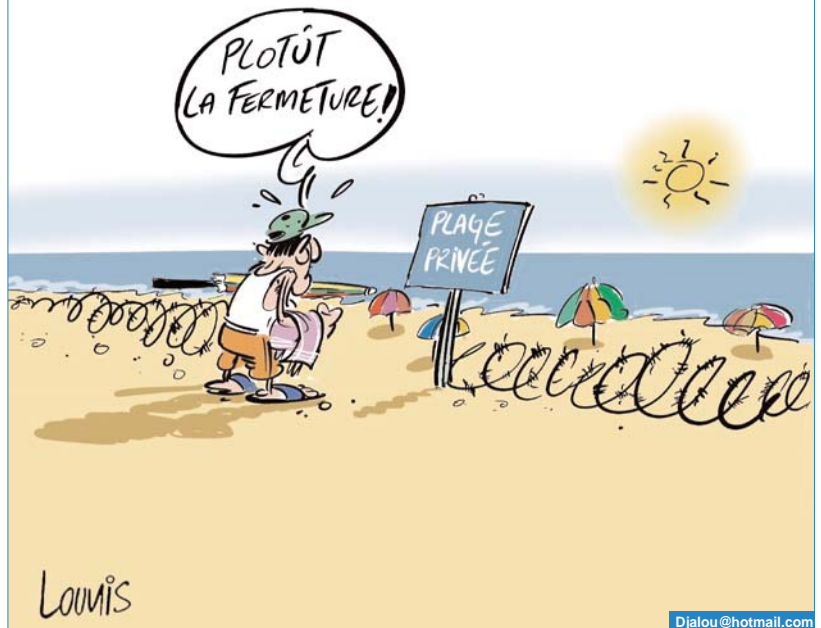
L'Algérie autorisée à souscrire à hauteur de 125 actions

L'ALGÉRIE est autorisée à souscrire au capital de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) à hauteur de 125 actions, au titre de son adhésion à cette institution, et ce, en vertu d'un décret présidentiel paru au Journal officiel (JO) n° 40. «Est autorisée, à concurrence de cent vingt-cinq actions, la souscription de la République algérienne démocratique et populaire au capital de la Banque africaine d'import-export, au titre de son adhésion à cette institution», indique le décret présidentiel

n° 22-222 du 14 juin 2022, signé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. «Le versement de la souscription de la République algérienne démocratique et populaire sera opéré sur les fonds du Trésor public», est-il précisé dans le même texte. L'Afreximbank est une institution financière multilatérale panafricaine dédiée à la promotion du commerce intra et extra-africain qui a été créée en 1993, dont le siège est installé au Caire (Egypte).

R. E.

Ouverture de la saison estivale



Loumis

Djalou@hotmail.com

Tourisme

Tenue des 6^{es} Journées du marketing hôtelier

Les travaux des 6^{es} Journées du marketing hôtelier ont débuté hier à Alger, avec la participation d'experts et professionnels du secteur du Tourisme qui débattront de thématiques axées notamment sur l'apport des nouvelles technologies, la formation et l'accueil.

Par Slim O.

Intervenant à l'ouverture de ces Journées, le conseiller auprès du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Ghouti, a mis l'accent sur la nécessité de valoriser les compétences et les potentialités touristiques que recèle l'Algérie, précisant qu'il s'agit d'un défi à relever, car «la compétition est féroce, l'offre touristique de plus en plus diversifiée

et les moyens sont plus conséquents pour la communication», a-t-il ajouté. Il a fait remarquer que ce défi «n'est pas impossible à relever, grâce au potentiel touristique de l'Algérie, aux moyens dont elle dispose, mais surtout à l'accompagnement de l'Etat et à la volonté des pouvoirs publics». De son côté, le directeur général de RH International Communication, Rachid Hessas, qui organise

ces journées, a estimé que l'hôtellerie demeure «un des services les plus dépendants de la satisfaction de la clientèle», qualifiant ce créneau qui inclut également la restauration, de vecteur principal du secteur touristique. Il a aussi relevé l'importance du marketing pour répondre aux exigences du consommateur en termes de qualité de prestations.

S. O.

Tizi-Ouzou

Démantèlement d'un réseau de faussaires

Un réseau de 5 individus, spécialisés dans la contrefaçon de sceaux officiels et faux et usage de faux, a été démantelé au courant de cette semaine à Boghni, sud-ouest de Tizi-Ouzou, a rapporté, hier, un communiqué de la sûreté de wilaya. Cette arrestation a permis la sai-

sie de micro-ordinateurs, d'imprimantes, scanner, supports informatiques, 57 sceaux contrefaits, de faux documents administratifs, des téléphones portables, ainsi qu'une somme d'argent soupçonnée provenir des activités de contrefaçon. Présentés au parquet de Draâ

El-Mizan pour les faits sus cités, deux des cinq individus arrêtés ont été mis en détention préventive, deux autres ont été placés sous contrôle judiciaire et le dernier a été laissé en liberté provisoire, précise le même communiqué.

R. N.

Tamanrasset

Saisie d'une quantité importante de denrées alimentaires destinées à la contrebande

UNE IMPORTANTE quantité de denrées alimentaires de large consommation destinées à la contrebande a été saisie et 10 personnes ont été arrêtées par les services de sécurité de la wilaya de Tamanrasset, a-t-on appris, hier, auprès de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps constitué. Il s'agit de la saisie de 14 760 litres d'huile de table, de

37,32 tonnes de farine, en plus de 300 litres de carburant, outre la saisie de quatre camions utilisés comme moyens de transport, et l'arrestation de 10 personnes soupçonnées d'être impliquées dans cette affaire, selon la même source. Cette opération policière a été menée suite à l'exploitation d'informations faisant état d'une tentative d'exportation en contrebande de produits alimentaires

de première nécessité vers des pays voisins, a-t-on précisé. En coordination avec le parquet, une souricière tendue a permis l'arrestation des 10 suspects en flagrant délit, a-t-on expliqué. Après finalisation de l'enquête, les 10 mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent, a conclu la même source.

AYOUB G.